

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.434/4
DU 23 NOVEMBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 16 novembre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "modifiant diverses lois applicables au personnel militaire", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, annexée à la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"Modification des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939.

Justification de l'urgence

Le présent chapitre cadre avec l'introduction de l'engagement volontaire militaire. Voir dispositions autonomes section 2 pour une justification de l'urgence.

Modification de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties

Justification de l'urgence

Le présent chapitre cadre avec l'introduction de l'engagement volontaire militaire. Voir dispositions autonomes section 2 pour une justification de l'urgence.

Modification de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées

Justification de l'urgence

Le présent article vise à réinsérer la possibilité, pour les autorités qui interviennent au cours d'une procédure judiciaire, de pouvoir renvoyer un militaire vers la discipline de corps, tel que cela était prévu par l'article 24, § 1^{er}, de la loi du 15 juin 1899 comprenant le Titre I^{er} et 2 du Code de procédure pénale militaire, abrogé par l'Art 108 de la loi du 10 avril 2003 réglant la suppression des juridictions militaires en temps de paix ainsi que leur maintien en temps de guerre.

L'urgence de cette disposition se justifie par le fait qu'actuellement une sanction au niveau de la discipline de corps d'un fait à caractère pénal commis par un militaire ne peut être prononcée avant que la procédure judiciaire ait pris fin.

Ceci pose particulièrement problème pour les militaires envoyés en opération à l'étranger. Ceci empêche de sanctionner le militaire en question sur le plan disciplinaire alors qu'une réaction rapide est souvent nécessaire afin de garantir la cohésion de l'unité et l'opérationnalité des troupes engagées.

Un tel mécanisme permettra en outre de désencombrer les juridictions d'affaires qui ne justifient pas une peine pénale, mais davantage disciplinaire et de résorber ainsi quelque peu l'arriéré judiciaire.

.../...

Modification de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des Forces armées

Justification de l'urgence

Diverses dispositions relatives au congé de maternité, à la protection pendant ce congé de maternité et au congé parental dans le cadre de l'interruption de carrière applicables aux travailleurs salariés et aux membres du personnel de la fonction publique ont été modifiées et sont soit déjà en vigueur soit seront mises en vigueur prochainement. Afin de ne pas créer de discrimination ou en tout cas, à la limiter au maximum dans le temps, des mesures similaires doivent être prises dans les plus brefs délais pour les militaires.

Modification de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif

Justification de l'urgence

L'article 9 cadre avec l'introduction de l'engagement volontaire militaire. Voir les dispositions autonomes de la section 2 pour une justification de l'urgence.

Pour l'article 10 (période de rendement candidat officier de carrière), voir la motivation relative à l'article 40 portant sur la modification de la loi du 16 mars 2000.

Modification de la loi du 16 mars 1994 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant de l'École royale militaire

Justification de l'urgence

Le directeur de l'enseignement académique (DEAO) de l'école royale militaire a sous sa direction les membres du personnel enseignant de cette école. Or les conditions de nomination à cette fonction sont nettement moins contraignantes que celles qui règlent la nomination des membres du personnel enseignant, soumise notamment à de strictes exigences de diplôme et d'ancienneté comme enseignant.

Pour prévenir des problèmes de fonctionnement entre le personnel enseignant et un futur DEAO qui serait considéré par les membres de ce personnel incapable de diriger leurs activités faute de qualités scientifiques ou managériales, il est nécessaire de mettre en vigueur des conditions d'accession à la fonction de DEAO.

La disposition soumettant le recrutement d'un membre du personnel enseignant à la publication d'un avis dans le Moniteur belge a pour but d'éviter tout litige relatif à la nature des places ouvertes ou à leurs conditions d'accession. Elle est également urgente vu le nombre de postes actuellement à pourvoir.

Modification de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires
des militaires

Justification de l'urgence

Ces articles cadrent avec l'introduction de l'engagement volontaire militaire. Voir les dispositions autonomes de la section 2 pour une justification de l'urgence.

Modification de la loi du 20 mai 1994 relative à l'utilisation de
militaires en dehors des Forces armées

Justification de l'urgence

L'urgence du présent chapitre se justifie parce qu'il permet de dégager à court terme des moyens d'investissement et d'atteindre plus vite les objectifs en personnel. Bien que la Défense dispose déjà actuellement de différentes mesures pour mettre à disposition et transférer définitivement du personnel militaire vers d'autres employeurs publics, la Défense ne dispose toutefois pas de mesure adaptée qui soit suffisamment souple pour mettre à disposition d'un employeur public de nombreux militaires sans qu'un transfert définitif ne soit obligatoire.

Modification de la loi du 16 mars 2000 relative à la démission de
certains militaires et à la résiliation de l'engagement ou du
rengagement de certains candidats militaires, à la fixation de la
période de rendement et à la récupération par l'État d'une partie des
frais consentis par l'État pour la formation et d'une partie des
traitements perçus pendant la formation

Justification de l'urgence

L'urgence des articles 36 à 38, 40 et 41 se justifie par le fait que la fonction de contrôleur de trafic aérien est une fonction critique au sein des Forces armées et que suite à l'agrément de cette formation coûteuse, le candidat contrôleur de trafic aérien peut encore, avant la fin de sa formation professionnelle militaire et donc avant le début, selon le cas, de la période de rendement ou de la période de rendement supplémentaire, obtenir la licence d'entraînement communautaire de contrôleur de la circulation aérienne. Ceci lui peut procurer un avantage personnel dans le cas où il quitte prématurément les Forces armées et poursuit sa formation professionnelle pour l'obtention d'une licence de contrôleur de la circulation aérienne dans un autre organisme d'instruction reconnu.

L'article 38 a aussi pour but de soumettre le pilote du cadre de carrière ou de complément qui a suivi une formation en vue de sa conversion sur un autre type d'aéronef que celui sur lequel il a été initialement formé, et qui, avant la fin de la période de rendement accumulée, est pensionné, à l'obligation de rembourser une partie des frais de cette formation. Le remboursement proposé constitue la contrepartie du bénéfice que ce militaire retirera, après sa mise à la retraite, de la formation reçue aux frais de la collectivité.

.../...

L'urgence de cette disposition se justifie par le fait que la disposition relative à la prolongation volontaire de la carrière a été mise en vigueur le 1^{er} janvier 2009. Lors de l'introduction de sa demande de prolongation de la carrière, le pilote concerné ne doit pas déterminer à l'avance la durée de la période de prolongation, et en outre, il peut, à tout moment, mettre fin à cette prolongation de carrière et donc mettre également fin à sa période de rendement.

L'urgence de l'article 39 se justifie par le fait que, depuis la réforme de Bologne, la progression dans les études se mesure à l'aide de crédits (ECTS) : les élèves qui quittent l'École royale militaire (ERM) disposent, dès la fin de la première année, d'un certain nombre de crédits qu'ils peuvent faire valoir dans un établissement d'enseignement supérieur, universitaire ou non, afin d'y obtenir des dispenses. Ces dispenses sont particulièrement faciles à obtenir par ceux qui ont entamé des études d'ingénieur industriel ou de médecin comme candidats officiers et les poursuivent après leur départ de la Défense.

Il a été constaté qu'un certain nombre d'élèves échouent intentionnellement avant qu'ils soient tenus par le système actuel au remboursement d'une partie des traitements perçus pendant la formation. De cette manière, ils font payer une partie de leurs études par la Défense, sans avoir l'intention de devenir officier. Il est nécessaire de se doter du moyen légal de mettre fin à cette pratique avant la fin de l'année académique en cours.

Toutes ces mesures peuvent également avoir un impact budgétaire positif.

Modification de la loi du 25 mai 2000 relative à l'enveloppe en personnel militaire

Justification de l'urgence

Le présent chapitre cadre avec l'introduction de l'engagement volontaire militaire. Voir les dispositions autonomes de la section 2 pour une justification de l'urgence.

Modification de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées

Justification de l'urgence

Le présent chapitre cadre avec l'introduction de l'engagement volontaire militaire. Voir les dispositions autonomes de la section 2 pour une justification de l'urgence.

Modification de la loi du 6 février 2003 relative à la démission volontaire accompagnée d'un programme personnalisé de reconversion professionnelle au bénéfice de certains militaires et portant des dispositions sociales

Justification de l'urgence

.../...

L'article 46 modifie l'article 14 de la loi du 6 février 2003 relative à la démission volontaire accompagnée d'un programme personnalisé de reconversion professionnelle au bénéfice de certains militaires et portant des dispositions diverses. Les articles 14 à 18 de la loi du 6 février 2003 précitée sont les dispositions qui prévoient un droit au chômage au militaire qui quittent la Défense. Pour les militaires pensionnés, en attente de la pension minimum garantie qui n'est octroyée qu'à partir de l'âge de 60 ans, une allocation complémentaire de chômage peut être octroyée si la pension est inférieure au montant des allocations principales de 300 jours de chômage, majoré de 40 %. Pour déterminer ce montant, le montant maximum des allocations de chômage, prévu à l'article 111 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage était utilisé. Depuis le 1^{er} janvier 2009, cet article 111 prévoit trois montants. Le but de l'article 46 est donc de préciser lequel de ces trois montants doit être pris en considération. L'urgence est motivée par le fait que cet article doit être mis en vigueur avec effet rétroactif jusqu'au 1^{er} janvier 2009 afin d'éviter toute insécurité juridique.

Modification de la loi du 16 juillet 2005 instituant le transfert de certains militaires vers un employeur public

Justification de l'urgence

Cet article cadre, comme le chapitre 9 relatif à l'utilisation, dans la politique qui consiste à dégager des moyens d'investissement et à atteindre les objectifs en personnel. Voir la modification de la loi du 20 mai 1994 relative à l'utilisation de militaires en dehors des Forces armées.

Modification de la loi du 22 décembre 2008 portant des dispositions diverses (I)

Justification de l'urgence

Les places SVP sont ouvertes et accordées chaque fois pour une année civile déterminée. Pour 2010, certains militaires peuvent déjà partir en SVP le 1^{er} janvier 2010. Afin que la disposition de l'article 48 soit d'application pour l'année civile 2010 et de traiter tous les militaires concernés de manière égale, l'article 48 doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Dispositions autonomes - Section 1^{re} - Périodes qui entrent en ligne de compte pour le calcul pour les pensions de retraite et de survie

Justification de l'urgence

Pour certains militaires pensionnés, les périodes dans le régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours et celles de départ anticipé à mi-temps, de retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière et de disponibilité automatique qui leur ont été accordées n'entrent pas en compte pour le calcul des pensions de retraite et de survie parce qu'ils n'étaient pas en service actif au moment de leur demande de faire usage des régimes précités. Avec la réglementation actuelle, de tels cas peuvent encore se produire dans le futur. L'article 49 veille à ce que les périodes précitées entrent bien en ligne de compte pour le calcul des pensions de retraite et de survie et cela avec effet rétroactif.

.../...

Dans l'intérêt des militaires concernés déjà pensionnés ou de leurs ayants-droit, il est important que le calcul des pensions soit régularisé le plus vite que possible. De plus, pour éviter d'inutiles régularisations futures, une publication rapide est également importante.

Dispositions autonomes - Section 2 - L'engagement volontaire militaire

Justification de l'urgence

L'introduction de l'engagement volontaire militaire doit se faire d'urgence pour les deux motifs développés ci-dessous :

1. Les jeunes sans travail sont les dupes de la crise.

Quasi journellement, la sonnette d'alarme est tirée à propos du nombre sans cesse croissant de sans emploi et ce particulièrement chez les jeunes.

Les jeunes sont les premières victimes d'un effet de changement de conjoncture.

D'une part, parce que les entreprises licencient souvent le personnel embauché récemment ou sous un contrat temporaire, catégorie au sein de laquelle les jeunes sont surreprésentés.

D'autre part, parce que les entreprises sont de plus en plus réticentes à recruter du nouveau personnel, suite à quoi les jeunes ont de plus en plus difficile à acquérir une (première) expérience professionnelle.

En ce qui concerne le chômage parmi les jeunes, la Belgique reste sous la moyenne européenne. En 2008, le nombre moyen de jeunes chômeurs chez les jeunes était de 17 % en Europe et de 21 % en Belgique.

L'an dernier la position des jeunes sur le marché de l'emploi s'est fortement dégradée. Plus encore, ils constituent les plus grandes victimes de la crise économique. Pour ce qui est de ceux qui sont âgés de - 25 ans, 70.420 touchent une allocation de chômage, soit 7.750 de plus qu'en septembre l'an dernier. De plus, le taux de chômage chez les moins scolarisés est plus important que dans les autres groupes. Il apparaît dans un rapport du Conseil Supérieur de l'Emploi que à peine 60 % des non et peu scolarisés trouvent un emploi. Ce taux est de 90 % chez ceux qui ont suivi des études supérieures.

Dans ce contexte économique et social urgent, l'engagement volontaire militaire (EVMI) constitue un élément de réponse.

L'EVMI s'adresse aux jeunes de maximum 27 ans. De plus, l'EVMI abaisse le seuil d'accès à la Défense pour les peu scolarisés. Ainsi, l'EVMI présente une opportunité et une chance que le marché de l'emploi ne leur présente pas ou peu pendant la crise. Il convient plus particulièrement de noter que les jeunes moins scolarisés ne disposent pas de moins mais bien d'autres talents. La Défense offre à ces personnes via l'EVMI une chance unique pour rentabiliser leurs talents spécifiques aussi bien pour eux même que pour la société.

.../...

Via l'EVM, les jeunes peuvent s'intégrer dans une structure professionnelle, tout en ayant l'attention attirée sur la discipline, la responsabilité individuelle, la ponctualité, le sens civique, l'esprit de groupe, le respect mutuel, le respect de soi, la persévérance et l'éthique du travail. Ces jeunes peuvent ensuite faire valoir leur expérience professionnelle en

(i) poursuivant leur carrière au sein de la Défense;

(ii) en exploitant leur première expérience professionnelle et leurs compétences comportementales acquises à la Défense dans toute autre métier futur.

Tenant compte de l'augmentation récente du taux de chômage chez les jeunes et plus particulièrement chez les moins scolarisés, l'introduction de l'engagement volontaire militaire nécessite d'être traitée en extrême urgence en sa qualité de mesure complémentaire aux nouvelles mesures fédérales en matière d'emploi.

2. Budget + plan de transformation de la Défense.

Entre le 1 juin et le 31 décembre 2009, 1150 militaires âgés de plus de 50 ans quitteront la Défense via la Suspension Volontaire des Prestations (SVP). Suite aux économies importantes imposées dans le domaine des coûts de personnel lors de l'élaboration du budget, plus de mille militaires âgés supplémentaires quitteront la Défense en 2010 via la SVP. Afin de veiller à ce que ces économies, ainsi que d'autres, ne mettent en péril l'opérationnalité de la Défense, un plan de réforme important a été annoncé mi-octobre. Une pierre angulaire de ce plan porte sur la nécessité maintenant devenue urgente de rajeunissement de la structure de personnel du département, garantir la continuité au sein du département.

L'EVM doit permettre de compenser le départ de personnel âgé - entre autre par la SVP - en facilitant une rentrée à temps de nouvelles jeunes recrues. L'introduction en extrême urgence de l'EVM garantit la synchronisation des flux entrant et sortant et constitue par là une condition "sine qua non" pour le maintien de la continuité du fonctionnement du département."

Motivation de l'urgence

La lettre de demande d'avis est accompagnée d'un document exposant, chapitre par chapitre, la "justification de l'urgence" invoquée afin de demander l'avis du Conseil d'État dans le délai de cinq jours.

Les motifs invoqués ne contiennent toutefois pas suffisamment d'éléments pertinents et concrets, susceptibles de faire admettre que toutes les dispositions en projet sont à ce point urgentes qu'il faille nécessairement solliciter l'avis du Conseil d'État dans le délai bref de cinq jours plutôt que dans un délai de trente jours.

.../...

En ce qui concerne les articles 4 (chapitre 4), 5 à 8 (chapitre 5), 11 et 12 (chapitre 7), 17 à 33 et 35 (chapitre 9), 47 (chapitre 14), les motifs invoqués renvoient au contenu des dispositions en projet ainsi qu'aux raisons justifiant leur élaboration, sans démontrer en quoi le but poursuivi par ces dispositions, leur utilité ou leur efficacité seraient compromis si la consultation du Conseil d'État se faisait dans les délais ordinaires.

En ce qui concerne les articles 46 (chapitre 13) et 49 (chapitre 16, section 1^{re}), les motifs invoqués ont trait à la régularisation de situations passées, sans toutefois démontrer en quoi cette régularisation serait compromise si la consultation du Conseil d'État se faisait dans les délais ordinaires.

Par conséquent, les articles 4 à 8, 11, 12, 17 à 33, 35, 46, 47, 49, 87 et 91 de la loi en projet ne seront pas examinés.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observation préalable

Dans le bref délai qui a été imparti au Conseil d'État pour examiner l'avant-projet de loi, qui est d'une ampleur considérable, l'absence d'observations concernant l'une ou l'autre disposition de l'avant-projet ne signifie pas que les textes ne soient ni critiquables ni perfectibles. Il va de soi que le silence gardé par la section de législation sur ces dispositions ne pourrait servir d'élément d'interprétation de l'avant-projet de loi à l'examen.

.../...

Observations générales

1. L'avant-projet de loi à l'examen comporte de nombreuses habilitations au Roi, dont il convient de vérifier l'admissibilité au regard du principe de légalité consacré par l'article 182 de la Constitution. Ce contrôle doit être effectué à la lumière de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle. Dans son arrêt n/ 18/2007, la Cour a notamment considéré ce qui suit :

"B.3.1. L'article 182 de la Constitution porte :

« Le mode de recrutement de l'armée est déterminé par la loi. Elle règle également l'avancement, les droits et les obligations des militaires ».

La détermination de la manière dont et des conditions auxquelles des cours de perfectionnement peuvent ou doivent être suivis en vue de réussir des épreuves professionnelles relève de la réglementation des droits et obligations des militaires et, partant, du champ d'application de l'article 182 de la Constitution.

B.3.2. En attribuant au pouvoir législatif la compétence de régler les droits et obligations des militaires, le Constituant a voulu éviter que le pouvoir exécutif règle seul la force armée. L'article 182 de la Constitution garantit ainsi que cette matière fera l'objet de décisions prises par une assemblée délibérante démocratiquement élue.

Bien que l'article 182 de la Constitution réserve ainsi, en cette matière, la compétence normative au législateur fédéral - lequel doit en régler les éléments essentiels -, il n'exclut pas que soit laissé un pouvoir limité d'exécution au Roi. Une délégation conférée au Roi n'est pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur." ⁽¹⁾.

Présentent un caractère excessif, au regard de ces principes, les délégations de pouvoirs réglementaires prévues par :

- l'article 15, qui habilite le Roi à fixer le taux et les conditions d'octroi de la solde octroyée par journée de service actif notamment au militaire qui effectue un engagement volontaire militaire (ci- après, le militaire EVMI);

⁽¹⁾ Voir aussi, notamment, l'arrêt n/ 173/2006 de la Cour constitutionnelle et les références citées dans l'avis 41.358/4 de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 17 octobre 2006, sur un avant-projet devenu la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées (*Doc. parl.*, Ch., 2006-2007, n/ 51-2759/1, p. 274).

- l'article 60, qui charge le Roi de fixer les règles relatives à la procédure de rengagement et la procédure relative à l'introduction d'un recours contre une décision de refus de rengagement;
- l'article 63, § 2, qui charge le Roi de déterminer les conditions d'octroi et de retrait des commissions;
- l'article 65, alinéa 1^{er}, 1/, en ce qu'il charge le Roi de "fixer les cas" dans lesquels le candidat qui a obtenu une appréciation insuffisante des qualités professionnelles, caractérielles ou physiques perd sa qualité de candidat;
- l'article 70, alinéa 2, qui habilite le Roi à fixer les conditions et modalités de réintégration d'un militaire EVMI dont l'engagement a été résilié de plein droit en vue de suivre une formation de candidat ou aspirant militaire du cadre actif dans une catégorie supérieure de personnel;
- l'article 73, qui charge le Roi de fixer les conditions et la procédure de résiliation d'office du rengagement d'un militaire EVMI;
- l'article 79, alinéa 2, qui habilite le Roi à fixer le taux et les conditions d'octroi de la solde perçue par un militaire EVMI durant les cinq premiers mois de son engagement;
- l'article 82, qui habilite le Roi à fixer les conditions et les modalités selon lesquelles l'exercice d'un EVMI et l'octroi d'une solde sont compatibles avec certains droits sociaux;

2. Par ailleurs, la section de législation du Conseil d'État a, dans son avis 41.358/4 précité, considéré ce qui suit :

"Outre des délégations au Roi, l'avant-projet contient également des subdélégations au Ministre de la Défense. Dès lors que l'article 182 de la Constitution confie au législateur le pouvoir de fixer le statut des militaires, les subdélégations au Ministre de la Défense ou à une autre autorité doivent être strictement limitées et ne peuvent porter, en cette matière, que sur des questions de détail."

.../...

Au regard de ces principes, la section de législation du Conseil d'État concluait que les pouvoirs concédés au Ministre de la Défense par certaines dispositions de l'avant-projet étaient critiquables.

Il y a lieu de tenir le même raisonnement en ce qui concerne l'article 75, alinéa 1^{er}, 2/, qui charge le Roi "ou l'autorité qu'Il désigne" de fixer les modalités de l'évaluation positive permettant à un militaire EVMI d'introduire une demande d'admission.

Observations particulières

Dispositif

Article 58

L'alinéa 7 prévoit :

"Un recours contre une décision relative à un refus de rengagement peut être introduit auprès du directeur général human ressources."

La question se pose de savoir quelle est la nature exacte du recours administratif ainsi organisé, s'agit-il d'un recours facultatif comme le donne à penser l'usage du verbe "peut" ou s'agit-il au contraire d'un recours administratif organisé constituant un préalable à toute action en justice.

Le commentaire de l'article doit préciser ce qu'il en est.

Article 71

Dans son avis 41.358/4 précité, la section de législation a rappelé l'observation formulée dans l'avis 34.250/4, donné le 13 novembre 2002 ⁽²⁾ :

"L'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, du projet dispose que pour pouvoir être agréé comme candidat militaire, le postulant doit «être belge, ou être citoyen d'un pays membre de l'Union européenne».

Selon le commentaire de cette disposition, «l'accession de citoyens d'États membres de l'Union européenne à des emplois militaires cadre avec une interprétation évolutive élargie du principe de la libre circulation des travailleurs dans l'Union européenne tel qu'énoncé à l'article 39 du Traité de Rome et est totalement en conformité avec le concept de citoyenneté européenne comme défini à l'article 17 du même Traité. Cela constitue, sans aucun doute, un pas en avant dans le processus d'intégration européen».

La question qui se pose est de savoir si cette disposition de l'avant-projet est compatible avec l'article 10, alinéa 2, de la Constitution ainsi qu'avec l'article 39 du Traité de Rome qui consacre le principe de la libre circulation des travailleurs.

L'article 10, alinéa 2, de la Constitution indique que seuls les Belges sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers ⁽³⁾. Cette disposition constitutionnelle réserve donc l'accès aux forces armées aux personnes ayant la nationalité belge, la loi pouvant déroger à ce principe mais uniquement pour des cas particuliers ⁽⁴⁾.

Or, l'avant-projet examiné a une vocation plus large et concerne tous les types d'emplois exercés au sein des forces armées.

⁽²⁾ Avis 34.250/4, donné le 13 novembre 2002, sur un avant-projet devenu la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la défense (*Doc. parl.*, Ch., 2002-2003, n° 2185/1, p. 112).

⁽³⁾ *Note infrapaginale 4 de l'avis cité* : Voir les avis 18.564/2, donné le 11 juillet 1988, sur une proposition de loi "prévoyant l'égalité de droits et de traitement entre étrangers et Belges" (*Doc. parl.*, Chambre, session 1988, n° 331/2); 26.661/1/V, donné le 7 août 1997, sur un avant-projet de décret "houdende instelling van de Vlaamse ombudsdienst" (*Gedr. St.*, Vl. Parl. 1996-97, nr. 720-1); 30.362/2/V, donné le 30 août 2000, sur un avant-projet de décret "modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale".

⁽⁴⁾ *Note infrapaginale 5 de l'avis cité* : Voir notamment un décret du 11 avril 1831 qui autorise le Gouvernement à employer 40 officiers étrangers ainsi que la loi du 22 septembre 1831 qui autorise le Roi à prendre au service de l'État des officiers étrangers.

Si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est de permettre, de manière générale, à des non Belges d'accéder à des emplois militaires, il y a lieu de modifier préalablement l'article 10, alinéa 2, seconde phrase, de la Constitution.

Quant à l'article 39 du Traité de Rome, tout en consacrant le principe de la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union européenne, il prévoit cependant en son paragraphe 4 une dérogation à ce principe lorsqu'il s'agit de l'accès aux emplois de l'administration publique.

Par plusieurs arrêts, la Cour de Justice des Communautés européennes a donné une interprétation restrictive à cette dérogation ⁽⁵⁾. La position de principe de la Cour est inscrite dans son arrêt du 17 décembre 1980 ⁽⁶⁾, dans les termes suivants :

«Cette disposition place en dehors du champ d'application des trois premiers paragraphes de ce même article un ensemble d'emplois qui comportent une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres collectivités publiques.».

Il résulte de cette jurisprudence que les États membres sont tenus de ne pas faire obstacle au principe de la libre circulation des travailleurs en ce compris pour les emplois relevant de leur fonction publique, sauf s'il est démontré que certains de ces emplois ont un rapport avec des activités spécifiques de l'administration publique, c'est-à-dire lorsque celle-ci est investie de l'exercice de la puissance publique et de la responsabilité de la sauvegarde des intérêts généraux de l'État. Pour tous les autres emplois de la fonction publique, le principe de la libre circulation des travailleurs est applicable.

Dans une communication du 18 mars 1988, la Commission européenne a tenté de

«(...) systématiser la jurisprudence de la Cour et de déterminer les secteurs de l'administration publique qui doivent faire l'objet d'une ouverture. (...) la Commission propose de distinguer entre les fonctions qui entrent dans l'exception du paragraphe 4 et celles qui apparaissent manifestement comme étant en général suffisamment éloignées des activités spécifiques de l'administration publique, telles que définies par la Cour de justice, pour qu'elles ne puissent que très exceptionnellement relever de l'exception prévue à l'article 48, § 4, du traité (devenu l'article 39, § 4)» ⁽⁷⁾.

⁽⁵⁾ *Note infrapaginale 6 de l'avis cité* : Horevoets Ch., "La condition de nationalité comme condition d'accès aux emplois publics", in "Les agents contractuels dans la fonction publique régionale", Bruylant, Bruxelles, 1997, pp. 228-232.

⁽⁶⁾ *Note infrapaginale 7 de l'avis cité* : C.J.C.E. 17 décembre 1980, Commission c/Belgique, affaire 149/79, Rec. p. 3881.

⁽⁷⁾ *Note infrapaginale 8 de l'avis cité* : E. Honorat, "Les incidences de la libre circulation des personnes sur l'accès aux fonctions publiques nationales", A.P.T., 1997, p. 7.

Ainsi, selon la Commission, sont visées notamment par la dérogation de l'article 39, § 4, précité, les fonctions exercées au sein des forces armées, de la police et des autres forces de l'ordre, de la magistrature, de l'administration fiscale et de la diplomatie. Pour ces emplois, le principe de la libre circulation des travailleurs inscrit à l'article 39, § 1^{er}, du Traité de Rome, n'est pas applicable.

Les dispositions de l'avant-projet qui tendent à ouvrir de manière générale à des non Belges, spécialement aux citoyens de l'Union européenne, l'accès aux emplois militaires, doivent être abandonnées."

Cette observation vaut également pour l'article 71, alinéa 1^{er}, 1/, qui prévoit la résiliation de plein droit de l'engagement ou du rengagement du candidat ou du militaire EVMI lorsque celui-ci "n'est plus ressortissant d'un état membre de l'Espace économique européen ou de la Confédération Suisse, ou fait l'objet d'une décision d'éloignement du territoire, de renvoi ou d'expulsion, en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers" ⁽⁸⁾.

Article 82

Outre l'observation générale n/ 1, l'article 82 appelle les observations suivantes :

- a) la section de législation n'aperçoit pas comment combiner l'article 82, 1/ et 2/, avec les articles 2 et 3 de l'avant-projet de loi à l'examen. En effet, ceux-ci permettent déjà le "cumul" d'une solde et d'allocations familiales ou de prestations familiales garanties de sorte que l'habilitation faite au Roi est sans objet et doit donc être omise;
- b) au 3/, la section de législation se demande pourquoi l'octroi du revenu d'insertion ne bénéficie pas du même régime que l'indemnisation des demandeurs d'emploi. Le commentaire de la disposition n'apporte aucune explication. La disposition sera, le cas échéant, revue et son commentaire adapté.

⁽⁸⁾ Voir également l'avis 41.358/4 précité.

Article 83

La section de législation n'aperçoit pas en quoi, à l'alinéa 1^{er}, la première et la deuxième phrase ont des portées différentes. L'alinéa 1^{er} sera revu en conséquence.

Article 86

De l'accord du délégué du ministre, l'article 86 sera omis.

Articles 88 et 89

1. L'article 89 charge le Roi de fixer la date d'entrée en vigueur de plusieurs dispositions de l'avant-projet. Cette marge d'appréciation peut se justifier dans le cas d'un texte d'une telle ampleur et dont l'application nécessite la modification ou l'adoption de nombreux arrêtés royaux d'exécution.

Les prérogatives du législateur seraient toutefois mieux respectées si une date limite, à laquelle les dispositions de l'avant-projet entreraient en vigueur sans que le Roi ne doive intervenir, était également prévue.

2. Dès lors que diverses modifications sont apportées par les dispositions en projet à diverses lois qui seront soit abrogées soit modifiées à la suite de l'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des Forces armées ⁽⁹⁾, la section de législation se demande comment sera assurée la cohérence dans le temps de l'entrée en vigueur des dispositions de l'avant-projet examiné et de celle de la loi du 28 février 2007.

L'exposé des motifs gagnerait à être plus précis sur ce point.

⁽⁹⁾ Voir l'article 272 de la loi qui habilite le Roi à fixer la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de cette loi et fixe au 1^{er} juillet 2011, au plus tard, son entrée en vigueur.

Observations de forme

Le texte néerlandais du projet devrait être revu du point de vue de la correction de la langue.

À titre d'exemple, l'attention est tirée sur le fait que des mots composés tels que "militair-EVMI", "kandidaat-EVMI", "sollicitant-EVMI", ne sont pas d'usage en néerlandais. Lors de la formation du mot composé, c'est l'abréviation qui doit venir en premier lieu, donc "EVMI-militair" etc.

Le projet comporte aussi des dispositions qui, parce qu'elles ont été traduites littéralement du français, ont un sens imprécis. Par exemple, l'article 58, dernier alinéa, en tant que tel donne l'impression que c'est l'intéressé qui refuse l'engagement, et non l'autorité. L'article 65, alinéa 1^{er}, 1/, mentionne "een onvoldoende beoordeling krijgen", ce qui n'égale pas "een beoordeling onvoldoende krijgen", en abrégé "een onvoldoende krijgen".

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.434/4
VAN 23 NOVEMBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 16 november 2009 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het militair personeel", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de bijlage bij de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"Wijziging van de bij het koninklijk besluit van 19 december 1939 samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

Rechtvaardiging van de dringendheid

Dit hoofdstuk kadert in de invoering van de vrijwillige militaire inzet. Zie autonome bepalingen afdeling 2 voor een rechtvaardiging van de dringendheid.

Wijziging van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van een gewaarborgde gezinsbijslag

Rechtvaardiging van de dringendheid

Dit hoofdstuk kadert in de invoering van de vrijwillige militaire inzet. Zie autonome bepalingen afdeling 2 voor een rechtvaardiging van de dringendheid.

Wijziging van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht

Rechtvaardiging van de dringendheid

Dit artikel beoogt de herinvoering van de mogelijkheid, voor de autoriteiten die gedurende een gerechtelijke procedure tussenkomen, een militair naar de korpstucht te kunnen verwijzen, zoals het voorzien werd door artikel 24, § 1, van de wet van 15 juni 1899 houdende eerste en tweede titel van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, opgeheven door artikel 108 van de wet van 10 april 2003 tot regeling van de afschaffing van de militaire rechtscolleges in vreedetijd alsmede van het behoud ervan in oorlogstijd.

De dringendheid van deze bepaling rechtvaardigt zich door het feit dat momenteel een straf op het niveau van de korpstucht van een feit met een strafrechtelijk karakter die door een militair gepleegd werd, niet uitgesproken kan worden voordat de gerechtelijke procedure eindigt.

Dit stelt in het bijzonder problemen voor de militairen die in operatie naar het buitenland gestuurd worden. Dit belet de betrokken militair op tuchtrechtelijk vlak te straffen, terwijl een snelle reactie vaak nodig is teneinde de cohesie van de eenheid en de operationaliteit van de ingezette troepen te garanderen.

.../...

Een dergelijk mechanisme zal bovendien toelaten de rechtbanken te ontlasten van zaken die geen strafmaatregel rechtvaardigen maar eerder een tuchtmaatregel, en zo bij te dragen aan het inhalen van de gerechtelijke achterstand.

Wijziging van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de Krijgsmacht

Rechtvaardiging van de dringendheid

Diverse bepalingen betreffende het moederschapsverlof, de bescherming tijdens dit moederschapsverlof en het ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan toepasselijk op de werknemers en de personeelsleden van het openbaar ambt werden gewijzigd en zijn ofwel al in werking ofwel zullen ze binnenkort in werking treden. Om geen discriminatie te creëren of ten minste maximaal te beperken in de tijd, moeten gelijkaardige maatregelen voor de militairen binnen de kortst mogelijke termijnen worden genomen.

Wijziging van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader

Rechtvaardiging van de dringendheid

Artikel 9 kadert in de invoering van de vrijwillige militaire inzet. Zie de autonome bepalingen van afdeling 2 voor een rechtvaardiging van de dringendheid.

Voor artikel 10 (rendementsperiode kandidaat beroepsofficier), zie de motivering inzake artikel 40 dat de wet van 16 maart 2000 wijzigt.

Wijziging van de wet van 16 maart 1994 betreffende het statuut en de bezoldiging van het onderwijzend personeel van de Koninklijke Militaire School

Rechtvaardiging van de dringendheid

De directeur van het academisch onderwijs van de Koninklijke Militaire School heeft de leiding over de leden van het onderwijzend personeel van deze school. De voorwaarden voor de benoeming in deze functie zijn echter veel minder dwingend dan de voorwaarden die de benoeming van de leden van het onderwijzend personeel regelen, die onder andere aan strenge vereisten inzake diploma en anciënniteit als leerkracht onderworpen zijn.

Om werkingsproblemen te voorkomen tussen het onderwijzend personeel en een toekomstige DEAO, die door de leden van dit personeel niet in staat zou worden geacht om hun activiteiten te leiden door een tekort aan wetenschappelijke of managementsvaardigheden, is het noodzakelijk toegangsvoorwaarden voor de functie van DEAO in werking te laten treden.

De bepaling die de werving van een lid van het onderwijzend personeel onderwerpt aan de bekendmaking van een advies in het Belgische Staatsblad heeft als doel alle geschillen betreffende de aard van de opengestelde vacatures of van hun toegangsvoorwaarden te vermijden. Ze is eveneens dringend gezien het aantal posten dat nu bezet moet worden.

Wijziging van de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen

Rechtvaardiging van de dringendheid

Deze artikelen kaderen in de invoering van de vrijwillige militaire inzet. Zie de autonome bepalingen van afdeling 2 voor een rechtvaardiging van de dringendheid.

Wijziging van de wet van 20 mei 1994 betreffende de beziging van militairen buiten de Krijgsmacht

Rechtvaardiging van de dringendheid

De dringendheid van dit hoofdstuk wordt gerechtvaardigd doordat het op korte termijn investeringsmiddelen kan vrijmaken en toelaat sneller de personeelsobjectieven te bereiken. Hoewel Defensie nu al beschikt over verschillende maatregelen om militair personeel ter beschikking te stellen en definitief over te plaatsen naar andere openbare werkgevers, beschikt Defensie echter niet over een aangepaste maatregel die soepel genoeg is om meerdere militairen ter beschikking te stellen van een openbare werkgever zonder dat een definitieve overgang verplicht is.

Wijziging van de wet van 16 maart 2000 betreffende het ontslag van bepaalde militairen en de verbreking van de dienstneming of wederdienstneming van bepaalde kandidaat-militairen, de vaststelling van de rendementsperiode en het terugvorderen van de Staat van een deel van de door de Staat gedragen kosten voor de vorming en van een gedeelte van de tijdens de vorming genoten wedden

Rechtvaardiging van de dringendheid

De dringendheid van de artikelen 36 tot 38, 40 en 41 wordt gerechtvaardigd door het feit dat de functie van luchtverkeersleider een kritieke functie is binnen de Krijgsmacht en dat ten gevolge van de erkenning van deze dure militaire professionele vorming, de kandidaat luchtverkeersleider nog vóór het beëindigen van zijn professionele vorming en dus vóór de aanvang van, naargelang het geval, zijn rendementsperiode of bijkomende rendementsperiode de communautaire oefenvergunning van luchtverkeersleider kan bekomen, uitgereikt door het directoraat-generaal Luchtvaart. Dit kan hem een persoonlijk voordeel opleveren bij het vroegtijdig verlaten van de Krijgsmacht en het verderzetten van zijn professionele vorming in een andere erkende opleidingsorganisme voor het behalen van de vergunning van luchtverkeersleider.

Artikel 38 heeft eveneens tot doel de piloot van het beroeps- of aanvullingskader die een vorming tot omscholing heeft gevolgd op een ander type van luchtvaartuig dan dit waarop hij oorspronkelijk werd gevormd, en die, voor het einde van de opgebouwde rendementsperiode, op pensioen wordt gesteld, te onderwerpen aan de verplichting tot het terugbetalen van een deel van de kosten voor deze vorming. De voorgestelde terugbetaling vormt de tegenprestatie voor het voordeel dat deze militair zal halen uit de opleiding, genoten op kosten van de gemeenschap, na zijn oppensioenstelling.

De dringendheid van deze bepaling wordt gerechtvaardigd door het feit dat de vrijwillige verlenging van de loopbaan op 1 januari 2009 in werking werd gesteld. Bij zijn aanvraag tot verlenging van de loopbaan, dient de betrokken piloot echter niet de gewenste duur van de periode van verlenging op voorhand te bepalen, en bovendien kan hij op ieder moment een einde aan deze verlenging van de loopbaan maken en dus ook een einde stellen aan zijn rendementsperiode.

De dringendheid van artikel 39 wordt gerechtvaardigd door het feit dat sinds de Bologna-hervorming, de vooruitgang in de studies gemeten wordt met behulp van studiepunten (ECTS) : de leerlingen die de Koninklijke Militaire School (KMS) verlaten beschikken, vanaf het einde van het eerste jaar, over studiepunten die ze kunnen laten gelden in een al dan niet universitaire instelling van het hoger onderwijs om er vrijstellingen te krijgen. Deze vrijstellingen zijn bijzonder gemakkelijk te krijgen door degenen die hun studie van industrieel ingenieur of van geneesheer hebben aangevangen als kandidaat-officieren en deze voortzetten na hun vertrek uit Defensie.

Er werd vastgesteld dat een aantal leerlingen zich opzettelijk laten mislukken alvorens door het actueel systeem gehouden te zijn tot de terugbetaling van een deel van de tijdens hun vorming genoten wedden. Zodoende laten ze een gedeelte van hun studie door Defensie betalen, zonder de bedoeling te hebben officier te worden. Het is noodzakelijk om het wettelijk middel te creëren om een einde te stellen aan deze praktijk vóór het einde van het lopende academiejaar.

Al deze maatregelen kunnen eveneens een positieve budgettaire impact hebben.

Wijziging van de wet van 25 mei 2000 betreffende de
personeelsenveloppe van militairen

Rechtvaardiging van de dringendheid

Dit hoofdstuk kadert in de invoering van de vrijwillige militaire inzet. Zie de autonome bepalingen van afdeling 2 voor een rechtvaardiging van de dringendheid.

Wijziging van de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de
militairen van het reservekader van de Krijgsmacht

Rechtvaardiging van de dringendheid

Dit hoofdstuk kadert in de invoering van de vrijwillige militaire inzet. Zie de autonome bepalingen van afdeling 2 voor een rechtvaardiging van de dringendheid.

Wijziging van de wet van 6 februari 2003 betreffende het vrijwillig ontslag vergezeld van een geïndividualiseerd beroepsomschakelingsprogramma ten behoeve van bepaalde militairen en houdende sociale bepalingen

Rechtvaardiging van de dringendheid

Artikel 46 wijzigt artikel 14 van de wet van 6 februari 2003 betreffende het vrijwillig ontslag vergezeld van een geïndividualiseerd beroepsomschakelingsprogramma ten behoeve van bepaalde militairen en houdende sociale bepalingen. De artikelen 14 tot 18 van voormelde wet van 6 februari 2003 zijn de bepalingen die een recht op werkloosheid voorzien voor de militairen die Defensie verlaten. Voor de gepensioneerde militairen, in afwachting van het gewaarborgde minimumpensioen dat pas vanaf de leeftijd van 60 jaar wordt toegekend, kan een aanvullende werkloosheidsuitkering toegekend worden als het pensioen lager is dan het bedrag van de hoofduitkeringen van 300 werkloosheidsdagen, verhoogd met 40 %. Om dit bedrag te bepalen, werd het maximumbedrag van de werkloosheidsuitkeringen, voorzien in artikel 111 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering gebruikt. Dit artikel 111 voorziet sinds 1 januari 2009 drie bedragen. Het doel van artikel 46 is te bepalen welke van deze drie bedragen in aanmerking moet genomen worden. De dringendheid is gemotiveerd door het feit dat dit artikel in werking gesteld moet worden met terugwerkende kracht tot 1 januari 2009 teneinde zo alle rechtsonzekerheid weg te nemen.

Wijziging van de wet van 16 juli 2005 houdende de overplaatsing van sommige militairen naar een openbare werkgever

Rechtvaardiging van de dringendheid

Dit artikel past, net als hoofdstuk 9 inzake de beziging, in het beleid dat erin bestaat investeringsmiddelen vrij te maken en de personeelsobjectieven te bereiken. Zie de wijziging van de wet van 20 mei 1994 betreffende de beziging van militairen buiten de Krijgsmacht.

Wijziging van de wet van 22 december 2008 houdende diverse bepalingen (1)

Rechtvaardiging van de dringendheid

De plaatsen VOP worden telkens opengesteld en toegekend voor een bepaald kalenderjaar. Voor 2010 kunnen sommige militairen al op 1 januari 2010 in VOP vertrekken. Om de bepaling van artikel 48 al te laten gelden voor het kalenderjaar 2010 en om alle betrokken militairen gelijk te kunnen behandelen, moet artikel 48 in werking treden op 1 januari 2010.

Autonome bepalingen - Afdeling 1 - Periodes die in aanmerking komen voor de berekening van de overlevings- en rustpensioenen

Rechtvaardiging van de dringendheid

Voor sommige gepensioneerde militairen worden de in hun militaire loopbaan toegekende periodes in de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek en

.../...

deze van halftijdse vervroegde uitstap, van tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderberekening en van automatische disponibiliteit niet in rekening gebracht voor de berekening van de rust- en overlevingspensioenen omdat zij niet in werkelijke dienst waren op het ogenblik van hun aanvraag om gebruik te maken van voormelde regelingen. Met de huidige regelgeving kunnen ook in de toekomst dergelijke gevallen nog voorkomen. Het artikel 49 zorgt ervoor dat de voormelde periodes wel in rekening worden gebracht voor de berekening van de rust- en overlevingspensioenen en dit met terugwerkende kracht.

Het is in het belang van de betrokken reeds gepensioneerde militairen of hun rechthebbenden dat de berekening van de pensioenen zo snel mogelijk wordt geregulariseerd. Ook om toekomstige regularisaties te vermijden, is een snelle publicatie van belang.

Autonome bepalingen - Afdeling 2 - de vrijwillige militaire inzet

Rechtvaardiging van de dringendheid

De invoering van de vrijwillige militaire inzet vereist een hoogdringende behandeling omwille van de twee onderstaande redenen :

1. Werkloze jongeren dupe van de crisis

Haast dagelijks wordt alarm geslagen over de snel stijgende werkloosheid, in het bijzonder onder jongeren.

Jongeren worden als eerste getroffen door de effecten van een conjuncturomslag.

Enerzijds, omdat bedrijven vaak tijdelijke en recent aangeworven werknemers ontslaan, waaronder jongeren oververtegenwoordigd zijn.

Anderzijds, omdat bedrijven almaar terughoudender zijn om nieuwe mensen aan te werven, waardoor jongeren erg moeilijk aan een (eerste) jobervaring geraken.

Wat betreft werkloosheid bij jongeren, doet België het minder goed dan het Europese gemiddelde. De gemiddelde werkloosheid bij jongeren in Europa in 2008 bedroeg 17%, in België 21 %.

Het afgelopen jaar ging de positie van jongeren op de arbeidsmarkt fors verder achteruit. Meer nog, zij zijn met voorsprong het grootste slachtoffer van de economische crisis. Voor wat de -25-jarigen betreft, krijgen er nu 70.420 een werkloosheidsuitkering, of 7.750 meer dan in september vorig jaar. Daarenboven ligt de werkloosheid onder laaggeschoolde jongeren nog steeds een pak hoger dan bij andere groepen. Uit een rapport van de Hoge Raad voor de Werkgelegenheid blijkt dat amper 60 % van de on- en laaggeschoolden werk vindt. Bij hoger geschoolden is dit meer dan 90 %.

In deze urgente economische en sociale context, biedt de vrijwillige militaire inzet (EVMI) een element van antwoord.

De EVMI is gericht op jongeren tot maximum 27 jaar. De EVMI verlaagt daarenboven aanzienlijk de drempel voor laaggeschoolden om voor Defensie te kiezen. Zo biedt de EVMI jongeren een gelegenheid en kansen die de arbeidsmarkt

.../...

hen tijdens deze crisis slechts moeizaam biedt. In het bijzonder laaggeschoolde jongeren beschikken niet over minder, maar wel over andere talenten. Defensie biedt via de EVMI deze personen een unieke kans om hun eigen specifieke talenten ten volle te laten renderen voor henzelf en de samenleving.

Via de EVMI kunnen jongeren zich integreren in een professionele structuur, waarbij hun aandacht wordt getrokken op discipline, persoonlijke verantwoordelijkheid, punctualiteit, burgerzin, groepsspirit, wederzijds respect, zelfrespect, doorzettingsvermogen en arbeidsethos. Deze jongeren kunnen vervolgens hun professionele ervaring doen gelden

(i) ofwel door hun loopbaan bij Defensie verder te zetten;

(ii) ofwel door de eerste werkervaring en gedragscompetenties die ze tijdens hun verblijf bij Defensie hebben verworven, in om het even welke andere toekomstige job te benutten.

Gelet op de recente sterke stijging van de jeugdwerkloosheid, in het bijzonder bij laaggeschoolden, vereist de invoering van de vrijwillige militaire inzet een hoogdringende behandeling, als een flankerende maatregel bij de bestaande en nieuwe federale werkgelegenheidsinspanningen.

2. Begroting + hervormingsplan Defensie.

Tussen 1 juni en 31 december 2009 zullen 1.150 militairen ouder dan 50 jaar Defensie verlaten via de Vrijwillige Opschorting van Prestaties (VOP). Omwille van de ingrijpende besparing op het vlak van personeelskost die Defensie bij de begrotingsopmaak opgelegd kreeg, zal via een nieuwe openstelling van de (...) VOP in 2010 meer dan duizend oudere militairen bijkomend Defensie verlaten. Om er over te waken dat deze en andere besparingen de operationaliteit van Defensie niet in het gedrang brengen, werd midden oktober een verregaand hervormingsplan voor Defensie aangekondigd. Een hoeksteen van dit plan betreft de noodzakelijke - en nu hoogdringende - verjonging van de personeelsstructuur van het departement.

De EVMI moet de uitstroom van ouder personeel - o.a. via de VOP - opvangen door het faciliteren van een tijdige instroom van nieuwe, jonge rekruten. De hoogdringende invoering van de EVMI garandeert de gelijktijdigheid van in- en uitstroom en is hierdoor een «conditio sine qua non» voor het behouden van de continuïteit van de werking van het departement".

Motivering van het verzoek om spoedbehandeling

De brief met de adviesaanvraag gaat vergezeld van een stuk waarin, hoofdstuk voor hoofdstuk, de "rechtvaardiging van de dringendheid" wordt uitgezet die aangevoerd wordt om de Raad van State te verzoeken zijn advies binnen een termijn van vijf dagen uit te brengen.

.../...

De aangevoerde motieven bevatten evenwel niet genoeg pertinente en concrete gegevens om aannemelijk te maken dat alle ontworpen bepalingen dermate dringend zijn dat de Raad van State noodzakelijkerwijze dient te worden verzocht om zijn advies uit te brengen binnen de korte termijn van vijf dagen in plaats van binnen een termijn van dertig dagen.

Wat de artikelen 4 (hoofdstuk 4), 5 tot 8 (hoofdstuk 5), 11 en 12 (hoofdstuk 7), 17 tot 33 en 35 (hoofdstuk 9) en 47 (hoofdstuk 14) betreft, wordt in de aangevoerde motieven verwezen naar de ontworpen bepalingen alsook naar de redenen voor het opstellen van die bepalingen, maar wordt niet aangetoond dat het doel dat met die bepalingen wordt nagestreefd, het nut of de efficiëntie ervan in het gedrang zouden komen als de Raad van State verzocht zou worden om zijn advies binnen de gebruikelijke termijn uit te brengen.

Wat de artikelen 46 (hoofdstuk 13) en 49 (hoofdstuk 16, afdeling 1) betreft, hebben de aangevoerde motieven betrekking op de regularisatie van situaties uit het verleden, maar wordt niet aangetoond op welke wijze die regularisatie in het gedrang zou komen als de Raad van State verzocht zou worden om zijn advies binnen de gebruikelijke termijn uit te brengen.

Bijgevolg zullen de artikelen 4 tot 8, 11, 12, 17 tot 33, 35, 46, 47, 49, 87 en 91 van de ontworpen wet niet onderzocht worden.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Voorafgaande opmerking

Gelet op de korte termijn waarover de Raad van State beschikt om het vrij omvangrijke voorontwerp van wet te onderzoeken, mag uit de omstandigheid dat over deze of gene bepaling van het ontwerp geen opmerkingen worden gemaakt, niet worden afgeleid dat die teksten niet aan kritiek onderhevig zijn of niet voor verbetering vatbaar zijn. Het spreekt vanzelf dat het stilzwijgen van de afdeling Wetgeving over die bepalingen niet kan worden aangegrepen om het voorliggende voorontwerp van wet op de ene of de andere manier uit te leggen.

Algemene opmerkingen

1. Het voorliggende voorontwerp van wet bevat talrijke machtigingen aan de Koning, waarvan dient te worden nagegaan of ze aanvaardbaar zijn uit het oogpunt van het bij artikel 182 van de Grondwet vastgelegde legaliteitsbeginsel. Die controle moet geschieden in het licht van de rechtspraak van het Arbitragehof. Het Hof heeft in zijn arrest nr. 18/2007 onder meer op het volgende gewezen :

"B.3.1. Artikel 182 van de Grondwet luidt :

«De wet bepaalt op welke wijze het leger wordt aangeworven. Zij regelt eveneens de bevordering, de rechten en de verplichtingen van de militairen».

De bepaling van de wijze waarop en de voorwaarden waaronder vervolmakingscursussen kunnen of moeten worden gevolgd met het oog op het slagen voor beroepsproeven valt onder de regeling van de rechten en verplichtingen van militairen en dus onder het toepassingsgebied van artikel 182 van de Grondwet.

B.3.2. Door de bevoegdheid inzake de regeling van de rechten en verplichtingen van de militairen aan de wetgevende macht toe te wijzen, heeft de Grondwetgever willen vermijden dat de krijgsmacht zou worden geregeld door de uitvoerende macht alleen. Aldus waarborgt artikel 182 van de Grondwet dat over die aangelegenheid wordt beslist door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

Ofschoon artikel 182 van de Grondwet de normatieve bevoegdheid in die aangelegenheid aldus voorbehoudt aan de federale wetgever - die de essentiële elementen ervan moet regelen -, sluit het niet uit dat een beperkte uitvoeringsmacht aan de Koning wordt overgelaten. Een delegatie aan de Koning is niet in strijd met het legaliteitsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is

.../...

omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgelegd." ⁽¹⁾.

Uit het oogpunt van deze beginselen gaan de volgende delegaties van verordnungsbevoegdheden te ver :

- artikel 15, waarbij de Koning gemachtigd wordt de bedragen en de toekenningsvoorwaarden te bepalen van de soldij die per dag werkelijke dienst wordt toegekend aan de militair die een vrijwillige militaire inzet vervult (hierna te noemen de EVMI-militair);
- artikel 60, waarbij de Koning ermee belast wordt de regels betreffende de wederdienstnemingsprocedure te bepalen alsook de procedure voor het indienen van beroep tegen een beslissing houdende weigering van wederdienstneming;
- artikel 63, § 2, waarbij de Koning ermee belast wordt de voorwaarden voor het verlenen en intrekken van aanstellingen te bepalen;
- artikel 65, eerste lid, 1/, voor zover de Koning daarbij belast wordt met het bepalen van "de gevallen" waarin de kandidaat wiens professionele, karakteriële of fysieke hoedanigheden onvoldoende zijn bevonden, de hoedanigheid van kandidaat verliest;
- artikel 70, tweede lid, waarbij de Koning opgedragen wordt de voorwaarden en de nadere regels te bepalen voor de heropname van de EVMI-militair wiens dienstneming van rechtswege verbroken is om een vorming te volgen van kandidaat- of aspirant-militair van het actief kader in een hogere personeelscategorie;

⁽¹⁾ Zie eveneens, inzonderheid, arrest nr. 173/2006 van het Grondwettelijk Hof en de verwijzingen die vervat zijn in advies 41.358/4 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, gegeven op 17 oktober 2006 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht (*Parl.St.* Kamer 2006-07, nr. 51-2759/1, 274).

- artikel 73, waarbij de Koning ermee wordt belast de voorwaarden en de procedure te bepalen voor ambtshalve verbreking van de wederdienstneming van een EVMI-militair;
- artikel 79, tweede lid, waarbij de Koning bevoegd wordt om de bedragen en de toekenningsvoorwaarden te bepalen van de soldij die een EVMI-militair tijdens de eerste vijf maanden van zijn dienstneming ontvangt;
- artikel 82, waarbij de Koning bevoegd wordt om te bepalen onder welke voorwaarden en volgens welke nadere regels het verrichten van een EVMI en de toekenning van een soldij verenigbaar zijn met bepaalde sociale rechten.

2. Voorts heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State in haar voornoemde advies 41.358/4 het volgende gesteld :

"Naast delegaties aan de Koning, bevat het voorontwerp ook subdelegaties aan de Minister van Landsverdediging. Aangezien artikel 182 van de Grondwet aan de wetgever de bevoegdheid opdraagt om het statuut van de militairen vast te stellen, moeten subdelegaties aan de Minister van Landsverdediging of aan een andere overheid strikt beperkt worden en mogen ze in dezen alleen betrekking hebben op detailkwesties."

Gelet op deze beginselen heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State toen geoordeeld dat de verordnungsbevoegdheden die bij sommige bepalingen van het voorontwerp aan de minister van Landsverdediging verleend werden, voor kritiek vatbaar waren.

Dezelfde redenering dient te worden gevolgd in verband met artikel 75, eerste lid, 2/, waarbij de Koning "of de overheid die Hij aanwijst" ermee wordt belast te bepalen volgens welke nadere regels een EVMI-militair die een positieve beoordeling heeft gekregen een aanvraag tot opname kan indienen.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 58

Het zevende lid luidt als volgt :

"Een beroep tegen een beslissing betreffende een weigering tot wederdienstneming kan bij de directeur-generaal human resources worden ingediend."

De vraag rijst wat de ware aard is van het administratieve beroep dat aldus geregeld wordt : gaat het om een facultatief beroep, welke indruk gewekt wordt door het gebruik van het werkwoord "kan" of gaat het integendeel om een georganiseerd administratief beroep dat een voorwaarde vormt voor elke rechtsvordering ?

In de bespreking van dit artikel behoort te worden aangegeven hoe het zit.

Artikel 71

In haar voormelde advies 41.358/4 heeft de afdeling Wetgeving een opmerking herhaald die gemaakt was in advies 34.250/4, gegeven op 13 november 2002 ⁽²⁾ :

"Artikel 9, § 1, eerste lid, 1/, van het ontwerp bepaalt dat een sollicitant slechts als kandidaat-militair kan worden aanvaard als hij Belg of burger van een lidstaat van de Europese Unie is.

In de commentaar bij die bepaling staat : «De aanvaarding van burgers van de lidstaten van de Europese Unie in militaire betrekkingen kadert in een verruimde evoluerende interpretatie van het principe van het vrij verkeer van werknemers in

⁽²⁾ Advies 34.250/4, gegeven op 13 november 2002 over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 27 maart 2003 betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van landsverdediging (*Parl.St.* Kamer 2002-2003, nr. 2185/1, 112).

de Europese Unie zoals bedoeld in artikel 39 van het Verdrag van Rome en is volledig in overeenstemming met het Europese burgerschap zoals bepaald in artikel 17 van hetzelfde Verdrag. Dit betekent zonder enige twijfel een stap voorwaarts in het Europese integratieproces».

De vraag rijst of die bepaling van het voorontwerp verenigbaar is met artikel 10, tweede lid, van de Grondwet, alsook met artikel 39 van het Verdrag van Rome, dat het beginsel van het vrije verkeer van werknemers vastlegt.

Artikel 10, tweede lid, van de Grondwet bepaalt dat alleen Belgen tot de burgerlijke en militaire bedieningen benoembaar zijn, behoudens de uitzonderingen die voor bijzondere gevallen door een wet kunnen worden gesteld ⁽³⁾. Die grondwetsbepaling beperkt de toegang tot de krijgsmacht dus tot personen met de Belgische nationaliteit, hoewel bij de wet van dat principe kan worden afgeweken, maar alleen voor bijzondere gevallen ⁽⁴⁾.

Het onderzochte voorontwerp heeft evenwel een ruimere strekking en heeft betrekking op alle soorten betrekkingen die bij de krijgsmacht worden uitgeoefend.

Als het de bedoeling is van de steller van het voorontwerp om, in het algemeen, niet-Belgen toegang te verlenen tot militaire betrekkingen, moet eerst artikel 10, tweede lid, tweede zin, van de Grondwet worden gewijzigd.

Wat artikel 39 van het Verdrag van Rome betreft : dat artikel bekrachtigt weliswaar het beginsel van het vrije verkeer van werknemers binnen de Europese Unie, maar lid 4 van dat artikel voorziet in een afwijking van dat beginsel wanneer het gaat om de toegang tot betrekkingen in overheidsdienst.

In verschillende arresten heeft het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen een restrictieve interpretatie aan die afwijking gegeven ⁽⁵⁾. Het

⁽³⁾ (Voetnoot 4 van advies 34.250/4) Zie volgende adviezen : advies 18.564/2 van 11 juli 1988 over een wetsvoorstel "op de gelijkstelling en de gelijke behandeling van vreemdelingen en Belgen" (*Gedr. St.*, Kamer, zitting 1988, nr. 331/2); advies 26.661/1/V van 7 augustus 1997 over een voorontwerp van decreet "houdende instelling van de Vlaamse ombudsdienst" (*Gedr. St.*, Vl. Parl. 1996-97, nr. 720-1); advies 30.362/2/V van 30 augustus 2000 over een voorontwerp van decreet "modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publiques d'aide sociale".

⁽⁴⁾ (Voetnoot 5 van advies 34.250/4) Zie inzonderheid een decreet van 11 april 1831 waarbij de Regering gemachtigd wordt om 40 buitenlandse officieren in dienst te nemen, alsook de wet van 22 september 1831 waarbij de Koning gemachtigd wordt om buitenlandse officieren in staatsdienst te laten treden.

⁽⁵⁾ (Voetnoot 6 van advies 34.250/4) Ch. Horevoets, "La condition de nationalité comme condition d'accès aux emplois publics", in "Les agents contractuels dans la fonction publique régionale", Bruylant, Brussel, 1997, blz. 228-232.

Hof heeft zijn principiële standpunt vastgelegd in zijn arrest van 17 december 1980 ⁽⁶⁾, in de volgende bewoordingen :

«Door deze bepaling worden een aantal betrekkingen die, al dan niet rechtstreeks, deelneming aan de uitoefening van openbaar gezag inhouden en die werkzaamheden omvatten strekkende tot bescherming van de algemene belangen van de staat of van andere openbare lichamen, aan de werkingssfeer van de eerste drie leden van artikel 48 onttrokken».

Uit die rechtspraak blijkt dat de lidstaten het beginsel van het vrije verkeer van werknemers niet mogen belemmeren, ook niet voor betrekkingen in overheidsdienst, behalve wanneer wordt aangetoond dat bepaalde van die betrekkingen verband houden met specifieke werkzaamheden van een overheidsdienst, namelijk wanneer die bevoegd is om openbaar gezag uit te oefenen of verantwoordelijk is voor de bescherming van de algemene belangen van de staat. Voor alle andere betrekkingen in overheidsdienst geldt het beginsel van het vrije verkeer van werknemers.

In een mededeling van 18 maart 1988 heeft de Europese Commissie het volgende trachten te doen :

«(...) systématiser la jurisprudence de la Cour et déterminer les secteurs de l'administration publique qui doivent faire l'objet d'une ouverture. (...) la Commission propose de distinguer entre les fonctions qui entrent dans l'exception du paragraphe 4 et celles qui apparaissent manifestement comme étant en général suffisamment éloignées des activités spécifiques de l'administration publique, telles que définies par la Cour de justice, pour qu'elles ne puissent que très exceptionnellement relever de l'exception prévue à l'article 48, § 4, du traité (devenu l'article 39, § 4)» ⁽⁷⁾.

Volgens de Commissie slaat de afwijking van het voornoemde artikel 39, lid 4, aldus inzonderheid op betrekkingen bij de krijgsmacht, bij de politie of andere ordetroepen, bij de magistratuur, bij de belastingadministratie en in de diplomatie. Die betrekkingen vallen niet onder het beginsel van het vrije verkeer van werknemers dat gehuldigd wordt in artikel 39, lid 1, van het Verdrag van Rome.

De bepalingen van het voorontwerp waarbij militaire betrekkingen algemeen worden opengesteld voor niet-Belgen, in het bijzonder voor burgers van de Europese Unie, moeten vervallen."

⁽⁶⁾ (Voetnoot 7 van advies 34.250/4) H.v.J. E.G., 17 december 1980, Commissie/België, zaak 149/79, Jurisprudentie van het Hof van Justitie, blz. 3881.

⁽⁷⁾ (Voetnoot 8 van advies 34.250/4) E. Honorat, "Les incidences de la libre circulation des personnes sur l'accès aux fonctions publiques nationales", APT, 1997, blz. 7.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 71, eerste lid, 1/, van het voorontwerp, waarin wordt bepaald dat de dienstneming of de wederdienstneming van de EVMI-kandidaat of de EVMI-militair van rechtswege verbroken wordt wanneer hij "geen onderdaan meer is van een lidstaat van de Europese economische ruimte of van de Zwitserse Bondsstaat, of, in toepassing van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, het voorwerp uitmaakt van een beslissing tot verwijdering van het grondgebied, terugwijzing, of uitzetting" ⁽⁸⁾.

Artikel 82

Artikel 82 geeft naast algemene opmerking nr. 1 aanleiding tot de volgende opmerkingen :

- a) de afdeling Wetgeving ziet niet in hoe artikel 82, 1/ en 2/, gecombineerd kan worden met de artikelen 2 en 3 van het voorliggende voorontwerp van wet. Die bepalingen maken het immers al mogelijk om een soldij te "cumuleren" met kinderbijslag of gewaarborgde gezinsbijslag, zodat de opdracht van bevoegdheid aan de Koning doelloos is en dan ook dient te vervallen;
- b) in verband met onderdeel 3/ vraagt de afdeling Wetgeving zich af waarom de toekenning van een leefloon niet onder dezelfde regeling valt als de toekenning van een uitkering aan werkzoekenden. De bespreking van deze bepaling geeft dienaangaande geen enkele uitleg. De bepaling behoort in voorkomend geval te worden herzien en de bespreking ervan behoort te worden aangepast.

⁽⁸⁾ Zie eveneens het voormelde advies 41.358/4.

Artikel 83

Het ontgaat de afdeling Wetgeving in welk opzicht de eerste en de tweede zin van het eerste lid een verschillende reikwijdte zouden hebben. Het eerste lid behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 86

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat artikel 86 dient te vervallen.

Artikelen 88 en 89

1. Bij artikel 89 wordt de Koning ermee belast voor verscheidene bepalingen van dit voorontwerp de dag te bepalen waarop het in werking treedt. Deze beoordelingsmarge kan gerechtvaardigd zijn in het geval van een dermate omvangrijke regeling waarvan de toepassing vereist dat vele koninklijke uitvoeringsbesluiten gewijzigd of uitgevaardigd worden.

Met de prerogatieven van de wetgever zou evenwel meer rekening worden gehouden als eveneens een uiterste datum zou worden bepaald waarop de bepalingen van het voorontwerp in werking treden zonder dat de Koning iets behoeft te ondernemen.

2. Doordat bij de ontworpen bepalingen verscheidene wijzigingen worden aangebracht in verschillende wetten die ofwel opgeheven, ofwel gewijzigd zullen worden bij de inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht ⁽⁹⁾, vraagt de afdeling Wetgeving zich af hoe ervoor gezorgd zal worden dat de inwerkingtreding van

⁽⁹⁾ Zie artikel 272 van de wet, waarbij de Koning gemachtigd wordt om voor elk artikel van die wet de dag te bepalen waarop het in werking treedt, terwijl bepaald wordt dat 1 juli 2011 de uiterlijke datum van inwerkingtreding is.

de bepalingen van het voorliggende voorontwerp en die van de wet van 28 februari 2007, consistent in de tijd verlopen.

De memorie van toelichting zou op dit punt preciezer moeten zijn.

Vormopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou uit een oogmerk van correct taalgebruik herzien moeten worden.

Zo bijvoorbeeld zijn samenstellingen als "militair-EVMI", "kandidaat-EVMI", "sollicitant-EVMI", in het Nederlands niet gangbaar. Bij het vormen van het samengestelde woord moet de afkorting eerst komen, dus : "EVMI-militair" e.d.

Ook bevat het ontwerp bepalingen, die doordat ze letterlijk uit het Frans vertaald zijn, onduidelijk van betekenis zijn. Zo bijvoorbeeld wekt artikel 58, laatste lid, op zich genomen de indruk dat de wederdienstneming geweigerd wordt door de betrokkene in plaats van door de overheid. In artikel 65, eerste lid, 1/, dan weer is sprake van "een onvoldoende beoordeling krijgen", hetgeen niet hetzelfde is als "een beoordeling onvoldoende" , kortweg "een onvoldoende krijgen".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY